

CTM

13 octobre 2015



finances
Solidaires

«Ras le bol» du déni de «dialogue social» !

Les déclarations du ministre de l'Économie, sur le temps de travail et sur le statut général des fonctionnaires, amplifient les choix gouvernementaux marqués au sein des ministères économiques et financiers par :

- le blocage des salaires et une baisse du pouvoir d'achat,
- des vagues successives de suppressions de milliers d'emplois,
- des réductions sans précédent des budgets de fonctionnement,
- des restructurations d'ampleur en cascade : des projets et autres démarches stratégiques, aux nouvelles réformes et réorganisations de l'Etat territoriale, en passant par la revue des missions...

Ces déclarations et choix **inacceptables** ne visent qu'un but : **le recul de l'État, la remise en cause de l'action publique, l'affaiblissement de la fonction publique et de ceux qui en exercent les missions.**

Face à la « crise » économique et sociale qui s'aggrave ;

Face à l'enjeu environnemental qui s'impose comme un défi majeur ;

Face à la démocratie dévoyée par les choix politiques qui engendrent la crise des institutions, **il y a urgence à renforcer une action publique qui soit réellement au service de l'intérêt général.**

Or, depuis le début des années 2000, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de prendre des décisions allant à rebours de cette exigence qui est devenue **URGENCE**.

Dans les ministères économiques et financiers la situation est la suivante :

- **inexorable saignée des emplois (environ 45 000 emplois supprimés) ;**
- **émiettement et delitement progressif des missions qui va en s'accroissant...**

Qu'on en juge à partir de la réalité de nos secteurs :

◆ **A la DGCCRF**, l'application de la RéATE a mis en place une organisation hétérogène et illisible qui aboutit à rendre l'exercice des missions de cette direction inefficace. ... **Il faut revenir à une organisation verticale, rattachée en totalité à Bercy.**

◆ **A l'INSEE**, l'administration entend restructurer le service d'études et de diffusion et placer les services régionaux de l'INSEE sous l'égide des préfets, **quitte à remettre en cause l'indépendance de la statistique publique, inscrite dans la loi. Il faut l'en empêcher.**

◆ Eux aussi victimes de la RéATE, les agents des **ex DRIRE** (Industrie) sont dispatchés entre les DREAL (80%), sous tutelle fonctionnelle du MEDDÉ et les DIRECCTE (20%). Ils n'ont plus les moyens d'exercer leurs missions de contrôle. **Ces agents restent gérés par la DGE et par la centrale. Pour y voir clair, ils doivent, eux aussi, revenir dans le giron de Bercy.**

13 octobre 2015



◆ **A la DGDDI**, le «plan stratégique douanier» vise à réorienter les missions d'une administration de contrôle et de régulation des échanges commerciaux internationaux vers la facilitation tous azimuts et l'accompagnement des grands groupes et lobbys. **La DGDDI doit demeurer un «outil» de lutte contre la grande fraude internationale et de régulation du libéralisme sauvage.**

◆ **A la DGFIP**, la démarche stratégique et la dématérialisation à tout crin - avec, en point d'orgue demain le prélèvement à la source - visent à transférer au privé (retour vers la « ferme générale » ?) les missions régaliennes de collecte d'impôt exercées par les agents. Cela remet fondamentalement en cause la fiabilisation des perceptions fiscales. **Il est urgent d'empêcher ce «retour à l'ancien régime» pour protéger notre modèle fiscal de redistribution et d'égalité devant l'impôt.**

◆ **L'administration centrale**, quant à elle, continue à être un laboratoire d'essai : fusions/restructurations permanentes ; tentatives de mutualisations des « fonctions support » (à commencer par les assistants utilisateurs informatique) ; corps en GIGEM (interministériels), individualisation et attaques contre le pouvoir d'achat avec l'arrivée du RIFSEEP dès le 01/01/16. **Les agents, las d'être des cobayes, exigent le respect.**

Le Comité Technique Ministériel de ce jour, convoqué à 11h, est une nouvelle fois l'occasion de porter haut et fort notre « ras le bol » face à des ministres qui refusent délibérément d'entendre nos revendications.

A l'heure, où le projet de loi de finances 2016, en débat au Parlement, annonce une nouvelle baisse des moyens humains (moins 2568 emplois) et où les réformes en cascade sont mises en œuvre (réforme territoriale de l'État, retenue à la source, projet et démarche stratégiques...), le besoin de davantage de service public n'a jamais été aussi criant. C'est pour dénoncer ces choix et faire entendre leurs revendications que des actions, locales et nationales, sont organisées à la Douane, à la DGFIP, à l'INSEE, en Administration Centrale...

Solidaires Finances soutient ces initiatives et appelle l'ensemble des agents des ministères économiques et financiers à débattre ensemble, à manifester partout leur mécontentement, à participer aux actions organisées sur le territoire et à amplifier ce mouvement de protestations.

Plus que jamais il est nécessaire d'accentuer le rapport de force afin d'obtenir satisfaction sur NOS REVENDICATIONS !

